

COVÉA OBLIG INTER

Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV)

SOMMAIRE

p. 3 Caractéristiques de l'OPC

Présentation de l'OPC
Changements intervenus et à venir

p. 9 Rapport de gestion du Conseil d'Administration

Environnement économique
Marchés financiers
Politique de gestion et perspectives
Performances et informations sur l'OPC
Informations réglementaires
Frais et fiscalité

p. 20 Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes

p. 22 Rapport Général du Commissaire aux Comptes

p. 27 Résolutions de l'Assemblée Générale

p. 29 Liste des mandats et fonctions exercés par les administrateurs

p. 32 Comptes de l'exercice

Bilan Actif
Bilan Passif
Comptes de résultat

p. 36 Annexe aux comptes annuels

Règles et méthodes comptables
Évolution de l'actif
Compléments d'information
Inventaire

p. 51 Annexes

Information SFDR

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'OPC

Société de gestion	COVÉA FINANCE SASU 8-12 rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris Agrément de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP 97 007
Dépositaire	CACEIS BANK 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge (Adresse postale : 12 place des Etats-Unis - CS 40083 - 92549 Montrouge CEDEX)
Conservateur	CACEIS BANK 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge (Adresse postale : 12 place des Etats-Unis - CS 40083 - 92549 Montrouge CEDEX)
Etablissements en charge de la centralisation des ordres de souscription / rachat, par délégation de la société de gestion :	CACEIS BANK 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge (Adresse postale : 12 place des Etats-Unis - CS 40083 - 92549 Montrouge CEDEX)
Etablissement en charge de la tenue des registres des parts ou actions (passif de l'OPC)	CACEIS BANK 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge (Adresse postale : 12 place des Etats-Unis - CS 40083 - 92549 Montrouge CEDEX)
Commissaires aux comptes	PRICEWATERHOUSE COOPERS AUDIT 63 rue de Villiers - 92200 Neuilly-sur-Seine
Commercialisateurs	COVÉA FINANCE SASU (Entité du groupe COVÉA) 8-12 rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris
Délégation de la gestion administrative et comptable	CACEIS FUND ADMINISTRATION 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge (Adresse postale : 12 place des Etats-Unis - CS 40083 - 92549 Montrouge CEDEX)
Conseillers	Néant
Conseil d'Administration de la SICAV	
Président-directeur Général :	M. Jacques-André NADAL
Administrateurs :	GMF ASSURANCES, représenté par Mme Sophie LANDAIS MMA IARD, représenté par Mme Catherine LOUIS MORICE MAAF ASSURANCES SA, représenté par M. Arnaud BROSSARD

INFORMATIONS CONCERNANT LES PLACEMENTS ET LA GESTION

Pour plus de détails, le prospectus complet est disponible sur le site web de la société : www.covea-finance.fr

- La valeur liquidative est disponible auprès de Covéa Finance sur le site www.covea-finance.fr. Elle est publiée dans la presse financière.
- Le prospectus, les rapports annuels et les derniers documents périodiques sont adressés gratuitement dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur adressée à : Covéa Finance, 8-12 rue Boissy d'Anglas – 75008 Paris / courriel : communication@covea-finance.fr.
- Date d'agrément par la COB : 4 novembre 1988.
- Date de création de la SICAV : 27 décembre 1988.

INFORMATIONS CLÉS POUR L'INVESTISSEUR

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

COVÉA OBLIG INTER

Code ISIN Actions C : FR0000939936

SICAV gérée par COVÉA FINANCE, société de gestion
du Groupe COVÉA

Objectifs et politique d'investissement

L'OPCVM est de classification « Obligations et autres titres de créance internationaux ». Il a pour objectif de réaliser, sur un horizon d'investissement d'au moins 3 ans, une performance nette de frais supérieure à l'indice ICE BofAML Global Government Index en investissant dans des obligations publiques mais aussi dans des obligations émises par des entités privées.

La gestion de l'OPCVM est active et discrétionnaire. Pour établir la stratégie d'investissement, l'équipe de gestion se fonde :

- dans un premier temps, sur l'analyse des scénarios macroéconomiques, les anticipations d'inflation et l'allocation géographique effectuées via les Perspectives Economiques et Financières ("PEF") et,

- dans un second temps, sur la maturité et de la durée moyenne des instruments financiers, de l'allocation géographique, du niveau de l'exposition à l'inflation, du risque de crédit/taux et enfin des choix sectoriels via les comités d'investissement.

Le portefeuille de l'OPCVM est investi jusqu'à 110% maximum de son actif net en obligations et titres de créances privés ou publics, à taux fixe/variable ou indexés sur l'inflation émis sur une place de l'OCDE. La durée de vie des titres acquis doit permettre le respect de la contrainte de sensibilité globale aux taux d'intérêt de 0 à 10. L'OPCVM sera soumis au risque de change à hauteur de 70% maximum.

La société de gestion ne recourt pas exclusivement et mécaniquement aux notations émises par les agences de notation et met en oeuvre sa propre analyse interne. Les titres dans lesquels le fonds investira pourront ne pas être notés. Les titres non notés ou de notation inférieure à BBB - (agences Standard&Poor's, Fitch ou notation équivalente chez Moody's ou toute notation jugée équivalente par la société de gestion) de catégorie spéculative seront limités à 20 % de l'actif net du fonds. En cas

de divergence sur la notation du titre par ces trois agences de notation, la notation la moins favorable est retenue.

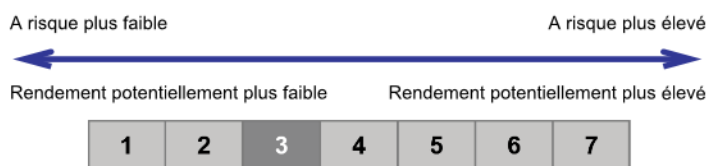
L'OPCVM pourra avoir recours à des instruments financiers à terme et/ou conditionnels (futures, options, swaps, change à terme) négociés sur les marchés réglementés, organisés ou de gré à gré, français ou étrangers autorisés par la réglementation en vigueur dans la limite d'engagement de 100% de l'actif net dans un but de couverture, d'exposition et/ou d'arbitrage aux risques de crédit, de taux et de change.

L'OPCVM pourra être investi dans des titres intégrant des dérivés dans la limite de 40% maximum de l'actif net dans le but de couvrir le portefeuille ou d'augmenter son exposition aux risques actions, de taux, de crédit et de change ; le recours aux obligations à option de remboursement anticipé au gré de l'émetteur ou du porteur (obligations callable/puttable) pouvant atteindre 100% maximum de l'actif net. Le résultat net de l'OPC sera réinvesti et/ou distribué, chaque année, sur décision de l'assemblée générale de la SICAV. Les plus values réalisées nettes seront systématiquement réinvesties.

Les ordres de souscription et de rachat sont centralisés auprès de Caceis Bank chaque jour ouvré avant 13h. Ils sont exécutés quotidiennement sur la base de la valeur liquidative calculée le lendemain (J+1) à partir des cours de clôture du jour de souscription/rachat (J) et datée de J. Cet OPC pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 3 ans.

Autres informations : La contribution des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) est prise en compte dans les décisions d'investissement, en complément des éléments d'analyse financière, sans pour autant être systématiquement un facteur déterminant de cette prise de décision.

Profil de risque et de rendement



Le niveau de risque de l'OPCVM reflète le risque des marchés des obligations publiques et/ou privées sur lesquels il est exposé.

Les données historiques utilisées pour le calcul du niveau de risque pourraient ne pas constituer un indicateur fiable du profil de risque futur du fonds. La catégorie de risque associée à votre fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps. La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Les risques importants pour l'OPC non pris en compte dans cet indicateur sont les suivants :

Risque de crédit : Il représente le risque éventuel de dégradation de l'émetteur et le risque que l'émetteur ne puisse pas faire face à ses remboursements, ce qui induira une baisse du cours du titre et donc de la valeur liquidative du fonds.

Risque de contrepartie : Il correspond au risque de pertes encourues en raison de la défaillance d'un intervenant de marché ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles et à honorer ses engagements. Cette défaillance peut faire baisser la valeur liquidative du fonds. Ce risque découle des opérations de gré à gré conclues avec les contreparties.

Risque lié à l'utilisation d'instruments dérivés : L'utilisation d'instruments dérivés peut augmenter ou réduire la capacité d'amplification des mouvements de marché du portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut faire baisser la valeur liquidative de votre portefeuille.

INFORMATIONS CONCERNANT LES PLACEMENTS ET LA GESTION

CHANGEMENTS INTERVENUS

- Mise à jour annuelle frais et performances ;
- Mise en conformité avec le Règlement Taxonomie ;
- Précisions des zones géographiques dans lesquels le fonds pourra investir jusqu'à plus de 35% de son actif net en titres émis et/ou garantis par les Etats, les collectivités publiques territoriales et les organismes internationaux à caractère public, dans le cadre de l'utilisation du ratio dérogatoire de 5-10-40 ;
- Evolution de la fourchette de sensibilité de [2;8] à [0;10] ;
- Reformulation de la stratégie d'utilisation des swaps de change.

CHANGEMENTS À INTERVENIR

- Publication du DIC PRIIPS remplaçant le DICI ;
- Publication de l'annexe SFDR.

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mesdames et Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire afin de vous rendre compte de l'activité de votre société et de soumettre à votre approbation les comptes arrêtés au 30/12/2022.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

En 2022, la dissipation progressive du risque sanitaire dans la plupart des économies (à l'exception notable de la Chine) a laissé place à d'autres périls. L'escalade des tensions géopolitiques s'est matérialisée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Un événement qui a mis en lumière la polarisation du monde, accentué les incertitudes géopolitiques et creusé les déséquilibres économiques causés par la crise sanitaire. La hausse des prix de l'énergie et des matières premières ainsi que les tensions sur les chaînes d'approvisionnement ont entraîné une très forte accélération des prix. Les pressions inflationnistes domestiques ont progressivement pris le relais des pressions extérieures, amenant à un large resserrement des politiques monétaires de la plupart des grandes banques centrales tout au long de l'année. Restriction monétaire et hausse des prix se sont toutefois répercutées sur la demande au deuxième semestre 2022. Le ralentissement économique, couplé à un moindre accès à la liquidité, fait peser un risque financier de plus en plus tangible sur les passifs accumulés avant et pendant la crise sanitaire par les acteurs publics et privés. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié contre dollar de 5,8% et termine à 1,066 dollars pour un euro. Le prix du baril de pétrole Brent augmente de 10,45% et termine l'année à 85,91 dollars.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale (Fed) a entamé un nouveau cycle de resserrement monétaire face aux tensions inflationnistes. La hausse des prix s'est intensifiée sous l'effet de la persistance des déséquilibres entre offre et demande, et l'inflation a atteint un pic à 9,1% au mois de juin. La consommation s'est maintenue, en large partie du fait du surplus d'épargne après les soutiens budgétaires exceptionnels en 2020. Néanmoins, le nouveau contexte inflationniste pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et érode ce surplus d'épargne. Du côté du marché du travail, la demande de main d'œuvre est restée forte tout au long de l'année, et a conduit à une croissance des salaires, qui ne montre pas de signes de ralentissement pour le moment. Dans ce contexte, la Fed a procédé à une hausse rapide de ses taux directeurs, avec 425 points de base de hausse sur l'année. Le mouvement de resserrement devrait se poursuivre. Les prévisions individuelles des membres du Comité de politique monétaire (FOMC) durant la réunion de décembre indiquent en effet que le taux directeur pourrait être porté à [5,00 ; 5,25%] d'ici la fin d'année 2023, soit une augmentation de 50 pb par rapport à la trajectoire présentée en septembre dans le précédent jeu de prévisions. Ce resserrement des conditions de financement a fortement pénalisé le secteur immobilier américain. Sur le plan budgétaire, les sénateurs ont adopté le plan de l'administration Biden intitulé « Inflation Reduction Act » qui vise à diminuer l'impact de la hausse des prix et permettre une réduction du déficit public d'environ 300 Mds\$ à horizon 10 ans. Enfin, les élections de mi-mandat au mois de novembre ont permis aux républicains de reprendre la majorité à la Chambre des Représentants alors que les démocrates ont conservé la majorité au Sénat. Cette nouvelle configuration laisse présager un statu quo législatif pour la fin du mandat du président Biden, chaque camp neutralisant les projets de l'autre.

Au Royaume-Uni, les perturbations politiques se sont ajoutées au ralentissement économique. Arrivée au pouvoir durant l'été 2022, à la suite de la démission de Boris Johnson, Liz Truss a connu le plus court mandat de l'histoire britannique au poste de Premier ministre. L'annonce de sa politique budgétaire a entraîné des tensions sur les taux souverains et sur la livre britannique. La Banque d'Angleterre est intervenue afin de mettre fin à ce début de panique financière en achetant, sur une très courte période, des titres souverains. Ces événements ont conduit à la démission de L. Truss, remplacée par Rishi Sunak. En parallèle, les difficultés économiques se sont accumulées, particulièrement pour les ménages qui ont vu leur pouvoir d'achat reculer fortement en raison de l'inflation. Dans ce contexte, la Banque d'Angleterre a procédé à plusieurs hausses de son taux directeur, et a souligné lors de sa dernière réunion que le marché du travail reste tendu et que les pressions inflationnistes sont de plus en plus alimentées par des facteurs domestiques, ce qui justifie la poursuite du durcissement de la politique monétaire.

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En Zone euro, le conflit en Ukraine a mis en lumière la dépendance énergétique des pays européens. Le contexte géopolitique ainsi que la volonté européenne de réduire les importations d'énergie russe ont conduit à une envolée des prix de l'énergie. Les tensions inflationnistes se sont peu à peu diffusées à l'ensemble de l'économie, et la Zone euro a connu une inflation record de 10,6% au mois d'octobre. Le choc énergétique, conjugué aux fortes incertitudes liées au conflit, ont conduit à une modération de l'activité économique et à une dégradation des indicateurs d'enquête, particulièrement marquée en Allemagne. Dans ce contexte, la Banque centrale européenne a emboîté le pas à ses homologues et a procédé à plusieurs hausses de ses taux directeurs à partir de l'été 2022. Le cycle de resserrement devrait se poursuivre au moins au premier semestre 2023. Du côté budgétaire, de nombreux gouvernements ont annoncé des mesures de soutien aux ménages et aux entreprises face à la hausse des prix de l'énergie. Par ailleurs, les pays membres de l'Union européenne se sont accordés sur un certain nombre de mesures pour réduire leur dépendance à l'énergie russe et limiter la hausse des coûts énergétiques, notamment des achats groupés de gaz et l'instauration d'un prix plafond sur le gaz à 180€/MWh. Du côté politique, l'année a été marquée par l'arrivée au pouvoir en Italie du parti eurosceptique « Frère d'Italie », mené par Georgia Meloni.

En Chine, l'activité économique a souffert de la politique sanitaire « zéro-covid » du gouvernement. Les restrictions liées aux différentes vagues épidémiques en 2022 ont entravé à la fois la demande interne mais également la capacité à produire. Les autorités ont toutefois décidé d'abandonner cette politique sanitaire en fin d'année, mais la forte montée des contaminations qui en résulte ne devrait pas permettre la normalisation de l'activité à court terme. En parallèle, le secteur immobilier chinois a poursuivi sa dégradation, malgré les soutiens gouvernementaux.

Au Japon, la politique monétaire est restée à contre-courant des autres grandes économies développées. Ce différentiel de politique monétaire s'est traduit par une forte dépréciation du yen qui a amené les autorités à intervenir sur le marché des changes. Néanmoins, la Banque du Japon a surpris durant sa dernière réunion de l'année, en annonçant un assouplissement de sa politique de contrôle de la courbe des taux, en faisant passer la fourchette de fluctuation des taux sur les obligations souveraines à 10 ans de $\pm 0,25$ pt autour de 0% à $\pm 0,5$ pt autour de 0%. Du côté de l'activité, l'économie peine à retrouver son niveau d'avant crise mais a montré des signes de redressement sur les derniers mois de l'année.

Sources des données: Refinitiv, Bloomberg, US Bureau of Labor Statistics, US Bureau of Economic Analysis, Eurostat, BCE, S&P Global, Statistics Bureau of Japan, Japan Cabinet Office, National Bureau of Statistics of China.

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MARCHÉS FINANCIERS

L'année 2022 se caractérise par une remontée significative des taux sur l'ensemble des zones investies. Ce mouvement est alimenté par une inflation persistante et le resserrement des politiques monétaires par les plus grandes banques centrales. Mais de forts soubresauts ont animé l'année. Ces derniers naissent de la guerre en Ukraine, de la politique « zéro Covid » mise en œuvre par la Chine mais aussi sur des questionnements autour du pic d'inflation aux Etats-Unis. Dans ce contexte, nous avons cherché à profiter des opportunités de marché quand cela était possible sur nos convictions de long terme, conformément au PEF, et à réduire les risques pour se rapprocher de l'indice de référence quand cela était nécessaire.

Aux Etats-Unis, la poussée inflationniste se traduit par un ajustement de la politique monétaire mise en œuvre par la Réserve Fédérale. Elle procède, au mois de mars, à l'arrêt de son programme de rachats d'actifs et débute le processus de remontée de ses taux directeurs. Dans un premier temps de 50 pb, le mouvement s'accélère en juin avec des hausses de 75 pb à chacune des réunions. Il faudra attendre la dernière réunion de l'année, mi-décembre, pour observer un ralentissement dans le rythme de hausse des taux directeurs, avec un retour à 50 pb d'augmentation. In fine, les taux fed s'établissent à 4.25%-4.50%, soit en progression de 425 pb. La Réserve Fédérale lance également, en juin, le processus de réduction de la taille du bilan. Cela se traduit par un allègement de son portefeuille de titres de 47.5 Mds\$ par mois au 3ème trimestre suivi de 85 Mds\$ au 4ème trimestre.

Dans ce contexte, les taux se sont orientés à la hausse, avec un mouvement d'aplatissement suivi d'une inversion de la courbe de taux. Cette dernière résulte d'une augmentation plus importante des taux courts, de 370 pb pour le 2 ans à 4.43%, que des taux longs, de 236 pb pour le taux 10 ans à 3.87% et 206 pb pour le 30 ans à 3.96%.

Au Royaume-Uni, les rendements suivent la même tendance. La Banque d'Angleterre a poursuivi son processus de remontée des taux directeurs, lancé en décembre 2021. Après quatre hausses de 25 pb, la banque centrale accélère le rythme au cours de l'été, portant le taux directeur à 3.5% contre 0.25% en début d'année. Elle procède également à l'arrêt de son programme de rachats d'actifs en février. Mais l'annonce le 23 septembre par le gouvernement de Mme Truss d'un « mini-budget », un programme de 200 Mds£ pour relancer la croissance, engendre d'importantes turbulences sur les marchés financiers. La Banque d'Angleterre est contrainte de mettre en place un programme d'achat d'urgence pour stabiliser le système financier britannique. Ce programme retarde le processus de réduction de bilan, qui sera lancé en novembre. Les taux 2 ans et 10 ans affichent des hausses, respectivement, de +289 pb à 3.58% et +270 pb à 3.67%.

En zone Euro, la Banque centrale européenne débute son processus de remontée des taux directeurs en juillet. En quatre réunions, le taux directeur passe de 0% à 2.5%. En décembre, la Banque centrale annonce le lancement en mars 2023 du processus de réduction de bilan.

Dans ce contexte, les taux se sont orientés à la hausse, avec un mouvement d'aplatissement des courbes de taux. Les taux français remontent ainsi de +357 pb à 2.91% sur les taux courts et +292 pb à 3.12% sur le 10 ans. Au niveau géographique, les taux à 10 ans sont en hausse de +275 pb à 2.57% en Allemagne, +308 pb à 3.08% en Espagne, de +312 pb à 3.58% au Portugal et +355 pb à 4.72% en Italie.

Au Japon, la Banque du Japon modifie par deux fois sa politique monétaire. La zone de fluctuation autour de 0% du taux souverain à 10 ans est élargie une première fois de +/-25 pb en mars puis à +/-50 pb en décembre. Dans ce contexte, les taux se sont orientés à la hausse. Cela se traduit par un taux 2 ans à +0.03%, le 10 ans à 0.41% et le 30 ans à 1.60%.

Pour les autres zones d'investissements (Canada, Norvège, Australie, Nouvelle Zélande), le processus de resserrement monétaire a été enclenché par leurs Banques centrales respectives. Par pays, les taux directeurs sont en hausse de 400 pb à 4.25% au Canada, 225 pb à 2.75% en Norvège, 300 pb à 3.1% en Australie et 350 pb à 4.25% en Nouvelle Zélande. Dans ce contexte, les taux à 10 ans sont en hausse, respectivement à 3.30%, 3.20%, 4.05% et 4.47%.

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

POLITIQUE DE GESTION

L'année 2022 se caractérise par d'importants mouvements sur les marchés obligataires et de changes.

Les neuf premiers mois de l'année se caractérisent par une remontée par palier des taux d'intérêt sur l'ensemble des zones investies. Le portefeuille enregistre une surperformance dans ce mouvement, avec une allocation privilégiant des expositions sur la partie courte des courbes de taux. Enfin, conformément à nos Perspectives Economique et Financières, nous restons sous-pondérés aux dettes souveraines des pays d'Europe du Sud.

Au cours du dernier trimestre, l'atteinte supposée par les marchés du pic d'inflation aux Etats-Unis se traduit par un mouvement généralisé de baisse de taux. Le marché se place dans l'anticipation de la phase suivante, à savoir une récession. Le portefeuille évolue en ligne avec son indice sur cette période.

Nous avons progressivement réduit la sous-sensibilité du portefeuille contre son indice de référence, BofA Merrill Lynch Global Government, de 256 pb en début d'année à 135 pb en fin d'année. Ce mouvement s'effectue en plusieurs temps. Tout d'abord, nous privilégions une réduction de la sous-sensibilité sur la courbe de taux américaine, passant de -100 pb en début d'année à la neutralité en septembre. Avec un décalage temporel de quelques mois, un processus identique est réalisé sur les courbes de taux européennes, passant de -81 pb à -29 pb en fin d'année. A l'inverse, compte tenu du retard dans le cycle de normalisation de sa politique monétaire, nous augmentons la sous-sensibilité à la courbe de taux japonaise, passant de -30 pb à -40 pb sur l'exercice.

Côté devise, nous cherchons à mettre en valeur les zones géographiques privilégiées par nos Perspectives Economiques et Financières. Pour se faire, nous nous basons sur les niveaux d'intervention définis dans le cadre du comité change pour chacune des devises en portefeuille. Nous adoptons tout au long de l'année une stratégie de neutralité avec l'indice, en couvrant l'essentiel de nos expositions en devises. Toutefois, nous nous autorisons à des positions ouvertes sur certaines devises pour de faibles pondérations.

L'année est marquée par l'appréciation de deux devises face à l'Euro, le Dollar américain et le Franc Suisse. Les plus importantes sous performances sont attribuées à la Couronne suédoise et au Yen. Dans ce contexte, le fonds a notamment bénéficié, dans le cadre de stratégies tactiques, de l'appréciation de la Couronne norvégienne, la Couronne suédoise, du Dollar néo-zélandais, du Dollar canadien, du Dollar américain, du Sterling et du Yen.

La crise sanitaire du Covid-19 n'a pas eu de conséquences significatives sur l'OPC au cours de l'exercice.

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

PERSPECTIVES

Les politiques monétaires devraient continuer de se normaliser en 2023, comme les banques centrales l'ont déjà annoncé, aux Etats-Unis et en Europe mais les mouvements nous semblent assez bien anticipés par le marché. Un début d'année riche en nouvelles émissions, en particulier sur la partie longue des courbes, nous incite cependant à conserver à court terme, une sensibilité inférieure à celle de l'indice de référence. Nous sommes attentifs à la déformation de la courbe des taux et vigilants sur l'évolution du marché du crédit et la qualité des émetteurs en portefeuille. Nous pourrions, en fonction des conditions de marché, être amené à augmenter notre exposition aux émetteurs privés qui offrent maintenant un rendement supplémentaire attractif.

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

PERFORMANCES ET INFORMATIONS SUR L'OPC

PERFORMANCES

En 2022, la performance de COVÉA OBLIG INTER a été de -11,56%.

La performance de son indice de référence, Merrill Lynch Global Gvt Bond Index (couvert en Euro) coupons nets réinvestis, a été de -14,16%.

La performance obtenue sur la période ne préjuge pas des résultats futurs de l'OPC.

TECHNIQUES DE GESTION EFFICACE DE PORTEFEUILLE

Le portefeuille a eu recours à des techniques de gestion efficace de portefeuille. Au 30 décembre 2022 le fonds s'expose au total à hauteur de :

- 12 304 688 USD à des contrats futures TUH3 ayant pour sous-jacent le taux américain à 2 ans.
- -2 957 031 USD à des contrats futures UXYH3 ayant pour sous-jacent le taux américain à 10 ans.
- 3 323 250 EUR à des contrats futures RXH3 ayant pour sous-jacent le taux allemand 10 ans.

Le portefeuille a également eu recours à des stratégies de couverture de change via des contrats Forward. Les contreparties de ces opérations au cours de l'exercice ont été Natixis, Crédit Agricole, Société Générale, JP Morgan, BNP Paribas et HSBC.

Au 30 décembre 2022, le fonds s'expose sur les Forwards suivants :

- EURJPY à hauteur de 18 177 013 euros
- EURUSD à hauteur de 39 410 138 euros
- EURJPY à hauteur de 21 073 633 euros
- EURGBP à hauteur de 5 549 810 euros
- EURAUD à hauteur de 2 167 490 euros
- EURNZD à hauteur de 1 144 316 euros
- EURCAD à hauteur de 1 835 407 euros
- EURSEK à hauteur de 478 134 euros
- EURAUD à hauteur de 1 938 187 euros
- EURJPY à hauteur de 18 177 013 euros
- EURUSD à hauteur de 42 629 806 euros
- EURCHF à hauteur de 813 308 euros
- EURCAD à hauteur de 2 748 322 euros
- EURGBP à hauteur de 8 712 523 euros
- EURUSD à hauteur de 38 977 904 euros

TRANSPARENCE DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES ET DE LA RÉUTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS (Règlement SFTR)

L'OPC n'a pas eu recours aux opérations entrant dans le cadre du règlement SFT au cours de l'exercice clos au 30 décembre 2022.

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRINCIPAUX MOUVEMENTS DANS LE PORTEFEUILLE AU COURS DE L'EXERCICE

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
COVÉA SÉCURITÉ G	136 853 540,90	129 243 036,30
NEW ZEALAND GOVERNMENT	6 499 966,82	8 088 173,01
NORWEGIAN GOVERNMENT 2% 24/05/2023	5 869 050,89	8 535 378,99
UNIT STAT TREA BIL ZCP 31-03-22	6 885 187,23	6 756 148,09
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 1.5% 30-11-24	13 525 613,61	
UNIT STAT TREA BIL ZCP 12-05-22	5 440 849,55	5 639 835,88
UNIT STAT TREA BIL ZCP 14-04-22	5 279 750,06	5 515 719,80
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 2.875% 15-06-25	9 853 131,82	
UNIT STAT TREA BIL ZCP 26-05-22	4 715 759,00	4 674 207,72
UNIT STAT TREA BIL ZCP 07-04-22	4 535 211,45	4 763 649,69

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

MÉTHODE DE CALCUL DU RISQUE GLOBAL

Le risque global de l'OPC est mesuré par la méthode de calcul de l'engagement.

INFORMATIONS SUR LES POLITIQUES DE SÉLECTION DES INTERMÉDIAIRES D'EXECUTION ET LA POLITIQUE EXECUTION

Conformément à ses obligations professionnelles telles que définies par le Code Monétaire et Financier et le Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers dans le cadre de ses activités de Société de gestion de portefeuille, Covéa Finance publie et réexamine annuellement des politiques décrivant l'organisation et les critères retenus pour veiller à la protection des intérêts de ses clients lors de l'exécution d'un ordre issu de ses décisions de gestion.

Ces politiques de meilleure sélection des intermédiaires en exécution et de meilleure exécution (ci-après dénommées les « Politiques ») sont disponibles sur le site internet de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Conformément à ces Politiques, les équipes de négociation de la Société de gestion sont tenues de réaliser leurs transactions sur les marchés financiers avec des intermédiaires figurant sur une liste autorisée définie par un comité de référencement.

Un comité de sélection et d'évaluation se réunit une fois par an pour évaluer la qualité d'exécution des intermédiaires sélectionnés selon plusieurs critères quantitatifs. Ce dernier comité se tient en présence des équipes de négociation en charge de la sélection et de l'évaluation des intermédiaires d'exécution mais également des responsables de gestion, du middle office, du juridique et du contrôle interne.

Des comités ad hoc mensuels peuvent également se réunir notamment en cas de changement notable dans la qualité de service d'un intermédiaire autorisé, d'une modification des conditions de marché ou d'une évolution propre à Covéa Finance.

Le respect de la liste des intermédiaires fait l'objet d'un contrôle par le RCCI.

Conformément aux dispositions du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers en vigueur, un compte rendu relatif aux frais d'intermédiation figure sur le site de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

EXERCICE DES DROITS DE VOTE

En application des dispositions de l'article L533-22 du Code Monétaire et Financier, les droits attachés à la qualité d'actionnaire des OPCVM et notamment les droits de vote ont été exercés librement dans l'intérêt des porteurs de parts conformément à la politique d'engagement actionnarial disponible sur le site de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

INFORMATIONS EN MATIÈRE EXTRA-FINANCIÈRE

Informations sur la prise en compte des risques de durabilité (Article 8)

En application de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte modifiée et codifiée aux articles L533-22-1 et D533-16-1 du Code monétaire et financier et de l'article 3 du Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement et du Conseil du 27.11.2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (« Règlement SFDR ») et du Règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088) (Règlement « Taxonomie »), l'OPC est tenu de publier des informations en matière extra-financière.

S'agissant des informations sur la durabilité issues du Règlement européen « SFDR », cette réglementation européenne vise à améliorer et harmoniser la transparence des acteurs des marchés financiers sur la responsabilité sociale et environnementale.

Transparence en matière de durabilité au niveau des produits financiers :

Afin de permettre aux investisseurs d'identifier plus facilement les produits financiers qui leurs correspondent en termes d'attentes sur les enjeux environnementaux et sociaux, la réglementation Durabilité (« SFDR ») demande à chaque entité de placer chacun de ses produits dans l'une des trois catégories suivantes :

- article 9 : produits qui ont pour objectif l'investissement durable,
- article 8 : produits qui répondent aux enjeux environnementaux et/ou sociaux,
- article 6 : les autres produits qui ne font pas de la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales leur objectif principal et dont l'objectif de gestion ne porte pas sur un investissement durable.

Les informations relatives au principe de double matérialité lié 1) aux risques de durabilité et 2) aux incidences négatives de durabilité sont accessibles dans la Déclaration relative à la prise en compte du risque de durabilité disponible sur le site internet de la Société de gestion dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Depuis le 10 mars 2021, l'OPC a été rattaché à la classification SFDR de l'article 8 (« produits qui répondent aux enjeux environnementaux et/ou sociaux »)

La prise en compte des risques et des facteurs de durabilité, tels que définis dans le règlement UE 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019, est pleinement intégrée dans la politique relative aux Risques de durabilité et à l'ESG de Covéa Finance.

Le suivi des risques en matière de durabilité est intégré dans la chaîne de valeur et de décision d'investissement de Covéa Finance.

La politique d'investissement de Covéa Finance vise à limiter le risque de durabilité à travers un dispositif s'articulant principalement autour de la mise en place de filtres d'exclusions (normatives, sectorielles et/ou thématiques) applicables à tout investissement direct en actions ou en obligations et accessible sur le site internet et de la mise en place de critères de sélection extra-financiers en complément des critères de sélection financiers.

L'ensemble des informations sur la prise en compte par la société de gestion des critères relatifs au respect des objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) dans son processus d'investissement sont accessibles sur le site internet de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Compte tenu des évolutions et travaux en cours, la catégorisation des OPC de la gamme pourrait être amenée à évoluer selon les OPC.

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Part d'investissements de l'OPC liés aux activités durables

La Taxonomie de l'Union Européenne a pour objectif d'identifier les activités économiques considérées comme durables d'un point de vue environnemental. La Taxonomie identifie ces activités selon leur contribution à six grands objectifs environnementaux : Atténuation des changements climatiques, Adaptation aux changements climatiques, Utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines, Transition vers l'économie circulaire (déchets, prévention et recyclage), Prévention et contrôle de la pollution et Protection des écosystèmes sains.

Actuellement, des critères d'examen technique (Technical Screening Criteria) ont été développés pour certaines activités économiques à même de contribuer substantiellement à deux de ces objectifs : l'atténuation du changement climatique, et l'adaptation au changement climatique. Ces critères sont actuellement en attente de publication au Journal Officiel de l'Union Européenne. Les données présentées ci-dessous ne reflètent donc que l'alignement à ces deux objectifs, sur la base des critères non-définitivement publiés, tels qu'ils ont été soumis aux colégislateurs européens. Nous mettrons à jour cette information en cas de changements apportés à ces critères, de développement de nouveaux critères d'examen relatifs à ces deux objectifs, ainsi que lors de l'entrée en application des critères relatifs aux quatre autres objectifs environnementaux.

Pour être considérée comme durable, une activité économique doit démontrer qu'elle contribue substantiellement à l'atteinte de l'un des 6 objectifs, tout en ne nuisant pas à l'un des cinq autres (principe dit DNSH, « Do No Significant Harm »). Pour qu'une activité soit considérée comme alignée à la Taxonomie européenne, elle doit également respecter les droits humains et sociaux garantis par le droit international.

Les informations extra financières spécifiques liées au positionnement de l'OPC en article 8 sont précisées dans l'annexe d'information périodique du présent rapport.

Le principe consistant à ne pas causer de préjudice important s'applique uniquement aux investissements sous-jacents aux produits financiers qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

INFORMATIONS SUR LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Covéa Finance, en tant que gestionnaire, attache une importance particulière au respect de l'ensemble des dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM ») et dans de la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 sur les gestionnaires d'OPCVM (ci-après désignée la « Directive OPCVM V »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur le fonds.

1. Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Au cours de l'exercice 2022, le montant total des rémunérations annoncées par Covéa Finance à l'ensemble de son personnel (personnes au 31/12/2022) s'est élevé à 15 293 424 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- 12 245 120 euros soit 80% du total des rémunérations versées par la société à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunérations fixes ; et
- 3 048 304 euros, soit 20% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunérations variables totale. Le versement de rémunérations variables a concerné pour l'exercice 2022, 164 personnes. Un collaborateur a été concerné par un différé de rémunération variable sur 3 ans.

Sur le total des rémunérations annoncées par le gestionnaire au titre de l'exercice, 8 314 762 euros concernaient les cadres salariés de Covéa Finance dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds, tels que définis dans notre Politique de Rémunération 2022.

2. Montant des rémunérations versées par le fonds au personnel du gestionnaire

Covéa Finance ne pratique pas d'intéressement aux plus-values réalisées (ou *carried interest*) et aucune rémunération (fixe ou variable) à destination des gérants n'est versée par le fond.

3. Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque du fonds et sur la gestion des conflits d'intérêt

En février 2017, Covéa Finance a mis en conformité avec la Directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (directive OPCVM V) sa politique de rémunération existante, revue le règlement intérieur de sa Commission de Rémunération et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation tout en procédant à un travail d'identification des collaborateurs de son personnel impactés par les nouvelles dispositions en matière de rémunération issues de la Directive AIFM et de la Directive OPCVM V et de ses textes de transposition (ci-après la « Population Identifiée »). Il s'agit des collaborateurs respectant les deux conditions cumulatives suivantes :

- (i) appartenant à une catégorie de personnel bénéficiant d'une rémunération variable et susceptible d'avoir un impact sur le profil de risque du gestionnaire ou du fonds géré et
- (ii) ayant une rémunération variable supérieure à 200 000 euros traduisant le niveau de responsabilité sur le profil de risque.

Lorsque la rémunération de la Population Identifiée varie en fonction de performances, son montant total, qui est plafonné à un niveau inférieur à sa rémunération fixe, est établi par le gestionnaire en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle à laquelle il appartient et/ ou du panier de portefeuille (OPC, FIA et Mandat) avec celles des résultats d'ensemble du gestionnaire. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères financiers que non financiers.

L'ensemble des principes sont décrits dans la Politique de Rémunération de Covéa Finance, disponible sur son site Internet.

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

4. Gouvernance et contrôle de la politique de rémunération

La politique de rémunération est revue annuellement par la Commission de Rémunération définie par les statuts de Covéa Finance, composée de :

- un représentant du Comité de Surveillance de Covéa Finance,
- deux représentants du Groupe Covéa, indépendant de Covéa Finance, dont au moins un d'entre eux participe au comité des Rémunérations du Groupe Covéa, et
- la Présidente de Covéa Finance.

Conformément à la réglementation, la majorité des membres de la Commission de Rémunération n'exerce pas de fonctions exécutives au sein de Covéa Finance et n'en est pas salarié.

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

FRAIS et FISCALITE

COMPLÉMENT D'INFORMATION RELATIF AU RÉGIME FISCAL DU COUPON

Néant.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES (PEA, etc...)

Néant.

**RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
RÉGLEMENTÉES**



**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos
le 30 décembre 2022**

COVEA OBLIG INTER
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE SOCIETE D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE
Régé par le Code monétaire et financier

Société de gestion
COVEA FINANCE
8-12, rue Boissy d'Anglas
75008 PARIS

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la SICAV dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE
GENERALE**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Frédéric SELLAM

PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 30 décembre 2022**

COVEA OBLIG INTER
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE SOCIETE D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE
Régi par le Code monétaire et financier

Société de gestion
COVEA FINANCE
8-12, rue Boissy d'Anglas
75008 PARIS

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de société d'investissement à capital variable COVEA OBLIG INTER relatifs à l'exercice clos le 30 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de société d'investissement à capital variable à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2022 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.



COVEA OBLIG INTER

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la SICAV à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la SICAV ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la direction.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de la SICAV.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la SICAV à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique
Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Frédéric SELLAM

2023.04.14 18:35:58 +0200

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Frédéric SELLAM', written over a light blue horizontal line.

RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 28 AVRIL 2023

PROJET DE TEXTE DES RESOLUTIONS

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes, approuve le rapport de gestion et les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 2022.

L'Assemblée Générale donne en conséquence quitus aux administrateurs pour l'exécution de leurs mandats au cours de l'exercice écoulé.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale constate que le résultat net de l'exercice clos le 30 décembre 2022 s'élève à 1 546 348,03 euros. Compte tenu de l'absence de report à nouveau et après intégration des régularisations, le bénéfice distribuable s'élève à 1 587 334,34 euros.

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions du prospectus, décide de l'affecter intégralement en capitalisation.

Conformément aux dispositions légales, nous vous rappelons que les dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices ont été de :

- 2021 : 0,00 euros ;
- 2020 : 0,00 euros ;
- 2019 : 0,15 euros.

L'Assemblée Générale constate que les plus et moins-values réalisées nettes de l'exercice clos le 30 décembre 2022 sont négatifs de -12 044 779,03 euros et décide, conformément aux dispositions du prospectus, de les affecter dans leur intégralité au compte de capitalisation.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale après avoir entendu la lecture des rapports spéciaux du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L225-38 du Code de Commerce et sur le gouvernement d'entreprise, approuve les termes desdits rapports.

Quatrième résolution en matière extraordinaire

L'Assemblée Générale, sur proposition du conseil d'administration, décide de modifier l'article 17 des statuts « Réunions et délibérations du Conseil » en y insérant les paragraphes suivants :

Les réunions du conseil d'administration peuvent être organisées, conformément aux dispositions légales et réglementaires, par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant l'identification des membres et garantissant leur participation effective, hors les cas de décisions expressément écartées par le Code de Commerce. Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par le biais de ces procédés.

Les décisions relevant des attributions propres du conseil d'administration prévues à l'article L. 225-24, au dernier alinéa de l'article L. 225-35, au second alinéa de l'article L. 225-36 et au I de l'article L. 225-103 ainsi que les décisions de transfert du siège social dans le même département peuvent être prises par consultation écrite des administrateurs.

Conformément au deuxième alinéa de l'article L. 225-36 du Code de commerce, le conseil d'administration dispose d'une délégation lui permettant d'apporter les modifications nécessaires aux statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine assemblée générale extraordinaire.

Cette modification sera effective à compter de ce jour.

RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 28 AVRIL 2023

Cinquième et dernière résolution

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des différents documents soumis à la présente assemblée et du procès-verbal de celle-ci pour l'accomplissement des formalités légales.

LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉES PAR LES ADMINISTRATEURS

I. Liste des mandats

LISTE DES MANDATS DE JACQUES-ANDRÉ NADAL AU 30/12/2022

Société	Forme juridique	Organe de gestion	Mandat	Mandataire
COVEA Oblig Inter	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Président Directeur général	
COVEA Obligations	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Président Directeur général	

LISTE DES MANDATS D'ARNAUD BROSSARD AU 30/12/2022

Société	Forme juridique	Organe de gestion	Mandat	Mandataire
COVEA Actions Amérique	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MAAF ASSURANCES SA
COVEA Actions France	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MAAF ASSURANCES SA
COVEA Actions Japon	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MAAF ASSURANCES SA
COVEA Actions Monde	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MAAF ASSURANCES SA
COVEA Euro Souverain	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MAAF ASSURANCES SA
COVEA Moyen Terme	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MAAF ASSURANCES SA
COVEA Multi Europe	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MAAF ASSURANCES SA
COVEA Oblig Inter	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MAAF ASSURANCES SA
COVEA Obligations	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MAAF ASSURANCES SA
COVEA Perspectives Entreprises	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MAAF ASSURANCES SA
COVEA Flexible ISR	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MAAF ASSURANCES SA
COVEA Sécurité	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MAAF ASSURANCES SA

LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉES PAR LES ADMINISTRATEURS

LISTE DES MANDATS DE SOPHIE LANDAIS AU 30/12/2022

Société	Forme juridique	Organe de gestion	Mandat	Mandataire
COVEA Actions Amérique	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	GMF ASSURANCES
COVEA Actions France	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	GMF ASSURANCES
COVEA Actions Japon	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	GMF ASSURANCES
COVEA Actions Monde	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	GMF ASSURANCES
COVEA Euro Souverain	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	GMF ASSURANCES
COVEA Finance	SAS	COMITE DE SURVEILLANCE	Membre	-
COVEA Flexible ISR	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	GMF ASSURANCES
COVEA Moyen Terme	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	GMF ASSURANCES
COVEA Multi Europe	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	GMF ASSURANCES
COVEA Oblig Inter	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	GMF ASSURANCES
COVEA Obligations	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	GMF ASSURANCES
COVEA Perspectives Entreprises	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	GMF ASSURANCES
COVEA Real Estate Développement I	SICAV	PRESIDENCE	Président	
COVEA Real Estate Développement II	SICAV	PRESIDENCE	Président	MAAF ASSURANCES
COVEA Real Estate Résidentiel	SAS	PRESIDENCE	Président	MAAF ASSURANCES
COVEA Sécurité	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	GMF ASSURANCES

LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉES PAR LES ADMINISTRATEURS

LISTE DES MANDATS DE CATHERINE LOUIS MORICE AU 30/12/2022

Société	Forme juridique	Organe de gestion	Mandat	Mandataire
ASSURLAND.COM	SA	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	COVEA COOPERATIONS
AGIR SERVICES	SARL	GERANCE	Gérant	
COVEA Actions Amérique	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MMA IARD
COVEA Actions France	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MMA IARD
COVEA Actions Japon	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MMA IARD
COVEA Actions Monde	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MMA IARD
COVEA Euro Souverain	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MMA IARD
COVEA Invest	SAS	PRESIDENCE	Président	
COVEA Moyen Terme	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MMA IARD
COVEA Multi Europe	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MMA IARD
COVEA Oblig Inter	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MMA IARD
COVEA Obligations	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MMA IARD
COVEA Perspectives Entreprises	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MMA IARD
COVEA Flexible ISR	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MMA IARD
COVEA Sécurité	SICAV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Administrateur	MMA IARD
GESTION D'ENCOURS DE CREDITS IMMOBILIERS (GECI)	SASU	PRESIDENCE	Président	
GMF Recouvrement	SARL	GERANCE	Gérant	
IENA INVESTISSEMENTS PARTICIPATIONS SAS	SAS	PRESIDENCE	Président	
MMA PARTICIPATIONS	SAS	PRESIDENCE	Président	
SACEP	SA	CONSEIL D'ADMINISTRATION	Président Directeur général	

II. Conventions visées à l'article L225-37-4 al.2 du code de commerce

La sicav n'a pas été informée de la conclusion de conventions relevant de l'article L225-37-4 al.2 du code de commerce au cours de l'exercice clos le 30 décembre 2022.

III. Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale visées à l'article L225-37-4 al.3 du code de commerce

Aucune délégation relevant de l'article L225-37-4 al.3 du code de commerce n'a été accordée, ni ne s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 30 décembre 2022.

IV. Choix de la modalité d'exercice de la direction générale

Le conseil d'administration a opté pour l'unicité des fonctions de président directeur général.

COMPTES DE L'EXERCICE

BILAN ACTIF au 30/12/2022 (EUR)

	30/12/2022	31/12/2021
IMMOBILISATIONS NETTES		
DÉPÔTS		
INSTRUMENTS FINANCIERS	251 023 059,66	258 152 741,92
Actions et valeurs assimilées		
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Obligations et valeurs assimilées	231 433 015,65	229 593 748,87
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	231 433 015,65	229 593 748,87
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances		10 771 192,23
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé		10 771 192,23
Titres de créances négociables		10 771 192,23
Autres titres de créances		
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé		
Organismes de placement collectif	19 539 527,60	17 735 966,00
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	19 539 527,60	17 735 966,00
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés		
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés		
Autres organismes non européens		
Opérations temporaires sur titres		
Créances représentatives de titres reçus en pension		
Créances représentatives de titres prêtés		
Titres empruntés		
Titres donnés en pension		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	50 516,41	51 834,82
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	50 516,41	51 834,82
Autres opérations		
Autres instruments financiers		
CRÉANCES	206 009 659,73	195 773 552,46
Opérations de change à terme de devises	205 252 389,05	194 612 578,24
Autres	757 270,68	1 160 974,22
COMPTES FINANCIERS	10 666 799,78	10 302 184,10
Liquidités	10 666 799,78	10 302 184,10
TOTAL DE L'ACTIF	467 699 519,17	464 228 478,48

BILAN PASSIF au 30/12/2022 (EUR)

	30/12/2022	31/12/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	272 427 312,13	276 782 246,27
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)		
Report à nouveau (a)		
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	-12 044 779,03	-7 926 499,03
Résultat de l'exercice (a,b)	1 587 334,34	259 436,11
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	261 969 867,44	269 115 183,35
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	50 516,37	51 834,95
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres		
Dettes représentatives de titres donnés en pension		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	50 516,37	51 834,95
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	50 516,37	51 834,95
Autres opérations		
DETTES	205 679 135,36	195 061 460,18
Opérations de change à terme de devises	202 394 420,87	194 878 129,25
Autres	3 284 714,49	183 330,93
COMPTES FINANCIERS		
Concours bancaires courants		
Emprunts		
TOTAL DU PASSIF	467 699 519,17	464 228 478,48

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN au 30/12/2022 (EUR)

	30/12/2022	31/12/2021
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
EC EURUSD 0322		7 928 190,67
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
FGBL BUND 10A 0323	3 323 250,00	
TU CBOT UST 2 0323	11 536 365,61	
US 10Y ULT 0323	2 772 390,07	
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

COMPTE DE RÉSULTAT au 30/12/2022 (EUR)

	30/12/2022	31/12/2021
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	47 631,24	2 808,14
Produits sur actions et valeurs assimilées	-86 992,45	
Produits sur obligations et valeurs assimilées	3 679 667,19	2 379 552,76
Produits sur titres de créances	9 706,76	4 767,85
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	384,55	301,14
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers		
TOTAL (1)	3 650 397,29	2 387 429,89
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres		9,24
Charges sur instruments financiers à terme		
Charges sur dettes financières	20 729,56	15 643,70
Autres charges financières		
TOTAL (2)	20 729,56	15 652,94
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	3 629 667,73	2 371 776,95
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	2 083 319,70	2 125 818,21
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	1 546 348,03	245 958,74
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	40 986,31	13 477,37
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	1 587 334,34	259 436,11

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

1. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts courus.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité du Conseil d'Administration en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par le Conseil d'Administration.

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0000939936 - Action Covea OBLIG INTER : Taux de frais maximum de 0,80%

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Action(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Action COVÉA OBLIG INTER	Capitalisation et/ou Distribution, par décision de la SICAV	Capitalisation

2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET au 30/12/2022 (EUR)

	30/12/2022	31/12/2021
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	269 115 183,35	231 145 113,30
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	27 157 297,43	51 089 190,03
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-2 493 864,19	-7 069 048,55
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	342 650,86	2 175 941,55
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-10 789 921,80	-3 584 474,70
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	19 333 227,60	9 558 168,97
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-26 377 710,23	-14 594 908,95
Frais de transactions	-7 013,58	-18 397,06
Différences de change	4 391 247,79	5 906 525,44
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-20 220 231,41	-5 194 689,38
Différence d'estimation exercice N	-25 609 273,03	-5 389 041,62
Différence d'estimation exercice N-1	5 389 041,62	194 352,24
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	-27 346,41	-544 196,04
Différence d'estimation exercice N	24 488,41	51 834,82
Différence d'estimation exercice N-1	-51 834,82	-596 030,86
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat		
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	1 546 348,03	245 958,74
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	261 969 867,44	269 115 183,35

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Obligations à taux fixe négociées sur un marché réglementé ou assimilé	230 665 694,64	88,05
Obligations convertibles négociées sur un marché réglementé ou assimilé	767 321,01	0,29
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	231 433 015,65	88,34
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES		
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
AUTRES OPÉRATIONS		
Taux	17 632 005,68	6,73
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	17 632 005,68	6,73

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées	231 433 015,65	88,34						
Titres de créances								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers						10 666 799,78	4,07	
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations	17 632 005,68	6,73						

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.3. VENTILATION PAR MATURITE RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées	5 066 458,72	1,93	25 456 863,94	9,72	54 467 631,25	20,79	40 282 885,46	15,38	106 159 176,28	40,52
Titres de créances										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	10 666 799,78	4,07								
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers										
HORS-BILAN										
Opérations de couverture										
Autres opérations					11 536 365,61	4,40			6 095 640,07	2,33

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 NOK		Devise 3 DKK		Devise N AUTRE(S)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées								
Obligations et valeurs assimilées	113 909 280,07	43,48	1 361 605,17	0,52	587 441,98	0,22	75 702 961,21	28,90
Titres de créances								
OPC								
Opérations temporaires sur titres								
Créances	102 311,08	0,04						
Comptes financiers	1 354 219,53	0,52	767 504,93	0,29	19 759,82	0,01	8 043 758,72	3,07
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres								
Dettes	117 658 827,56	44,91					84 735 593,31	32,35
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations	14 308 755,68	5,46						

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	30/12/2022
CRÉANCES		
	Fonds à recevoir sur vente à terme de devises	205 252 389,05
	Dépôts de garantie en espèces	180 425,61
	Coupons et dividendes en espèces	36 845,07
	Collatéraux	540 000,00
TOTAL DES CRÉANCES		206 009 659,73
DETTES		
	Vente à terme de devise	202 394 420,87
	Frais de gestion fixe	174 714,49
	Collatéraux	3 110 000,00
TOTAL DES DETTES		205 679 135,36
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		330 524,37

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En action	En montant
Actions souscrites durant l'exercice	878 150,6530	27 157 297,43
Actions rachetées durant l'exercice	-76 884,4434	-2 493 864,19
Solde net des souscriptions/rachats	801 266,2096	24 663 433,24
Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice	8 758 985,9791	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Total des commissions acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.7. FRAIS DE GESTION

30/12/2022

Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	2 083 319,70
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,80
Rétrocessions des frais de gestion	

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant.

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant.

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION**3.9. AUTRES INFORMATIONS****3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire****30/12/2022**

Titres pris en pension livrée

Titres empruntés

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie**30/12/2022**

Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine

Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	30/12/2022
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			19 539 527,60
	FR0000931412	COVÉA SÉCURITÉ G	19 539 527,60
Instruments financiers à terme			
Total des titres du groupe			19 539 527,60

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	30/12/2022	31/12/2021
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau		
Résultat	1 587 334,34	259 436,11
Total	1 587 334,34	259 436,11

	30/12/2022	31/12/2021
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	1 587 334,34	259 436,11
Total	1 587 334,34	259 436,11

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	30/12/2022	31/12/2021
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-12 044 779,03	-7 926 499,03
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
Total	-12 044 779,03	-7 926 499,03

	30/12/2022	31/12/2021
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	-12 044 779,03	-7 926 499,03
Total	-12 044 779,03	-7 926 499,03

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	30/12/2022
Actif net en EUR	227 688 564,71	229 486 005,84	231 145 113,30	269 115 183,35	261 969 867,44
Nombre de titres	6 695 833,7272	6 631 022,1483	6 661 711,8157	7 957 719,7695	8 758 985,9791
Valeur liquidative unitaire	34,00	34,60	34,69	33,81	29,90
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-0,38	0,46	0,01	-0,99	-1,37
Distribution unitaire sur résultat	0,20	0,15			
Crédit d'impôt unitaire					
Capitalisation unitaire sur résultat	0,10	0,08	0,20	0,03	0,18

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Obligations et valeurs assimilées				
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE				
BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND 0.0% 15-05-36	EUR	1 800 000	1 268 541,00	0,49
BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND 0.0% 15-08-52	EUR	2 100 000	1 025 566,50	0,39
BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND 1.7% 15-08-32	EUR	2 000 000	1 870 813,97	0,71
BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND 2.1% 15-11-29	EUR	2 500 000	2 441 887,67	0,93
BUNDSOBLIGATION 1.3% 15-10-27	EUR	1 700 000	1 617 975,47	0,62
GERMANY 1.0% 15-08-25	EUR	2 100 000	2 025 582,33	0,77
TOTAL ALLEMAGNE			10 250 366,94	3,91
AUSTRALIE				
AUSTRALIA 5.50% 21/04/2023	AUD	6 000 000	3 891 199,84	1,49
AUSTRALIA GOVERNMENT BOND 1.75% 21-11-32	AUD	200 000	104 037,31	0,03
TOTAL AUSTRALIE			3 995 237,15	1,52
BELGIQUE				
BELGIUM GOVERNMENT BOND 2.75% 22-04-39	EUR	420 000	385 944,56	0,15
EUROPEAN UNION 2.0% 04-10-27	EUR	1 500 000	1 437 590,14	0,55
TOTAL BELGIQUE			1 823 534,70	0,70
CANADA				
CANADA 1.50% 06/23	CAD	3 900 000	2 671 378,16	1,02
CANADIAN GOVERNMENT BOND 0.25% 01-04-24	CAD	2 700 000	1 781 514,98	0,68
TOTAL CANADA			4 452 893,14	1,70
DANEMARK				
DENMARK GOVERNMENT BOND 1.5% 15-11-23	DKK	4 400 000	587 441,98	0,23
TOTAL DANEMARK			587 441,98	0,23
ESPAGNE				
SPAIN GOVERNMENT BOND 0.85% 30-07-37	EUR	1 000 000	666 001,16	0,26
SPAIN GOVERNMENT BOND 1.0% 30-07-42	EUR	400 000	244 890,55	0,09
SPAIN GOVERNMENT BOND 2.55% 31-10-32	EUR	2 000 000	1 829 882,47	0,70
SPGB 2.15 10/31/25	EUR	1 100 000	1 081 778,35	0,41
TOTAL ESPAGNE			3 822 552,53	1,46
ETATS-UNIS				
T 2 3/8 05/15/27	USD	5 000 000	4 386 129,63	1,67
UNITED STATES 2.375% 15/02/45	USD	6 100 000	4 381 702,75	1,68
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 0.125% 15-02-24	USD	14 000 000	12 481 411,28	4,76
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 0.125% 15-12-23	USD	7 000 000	6 287 340,36	2,40
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 0.375% 30-09-27	USD	8 500 000	6 729 280,15	2,57
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 0.375% 31-01-26	USD	7 000 000	5 851 868,84	2,23

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 0.5% 30-06-27	USD	9 000 000	7 219 690,68	2,76
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 1.5% 30-11-24	USD	15 000 000	13 325 223,56	5,09
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 1.75% 15-11-29	USD	8 000 000	6 563 907,31	2,51
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 1.875% 15-02-32	USD	10 000 000	8 020 011,27	3,06
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 2.25% 15-02-52	USD	600 000	398 238,21	0,15
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 2.25% 15-08-49	USD	7 200 000	4 836 342,56	1,85
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 2.875% 15-06-25	USD	10 000 000	9 075 052,91	3,46
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 2.875% 30-04-29	USD	8 300 000	7 328 841,89	2,80
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 4.5% 15-02-36	USD	1 000 000	1 018 725,58	0,38
UNIT STAT TRE 2.25% 15-08-46	USD	6 100 000	4 121 584,37	1,58
US TREASURY 2,875% 15/05/2043	USD	7 300 000	5 633 504,55	2,15
US TREASURY N/B	USD	8 000 000	4 900 699,08	1,87
WAMU BANK 4.5% 17/01/17 - EN DEFAULT DEFAULT	EUR	4 000 000		
TOTAL ETATS-UNIS			112 559 554,98	42,97
FRANCE				
AIR LIQ FIN 2.25% 27-09-23	USD	1 462 000	1 349 725,09	0,52
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.75% 25-11-28	EUR	3 600 000	3 196 174,93	1,22
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 2.0% 25-05-48	EUR	1 600 000	1 252 694,68	0,48
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.0% 25-02-27	EUR	2 300 000	2 049 978,50	0,78
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 1.25% 25-05-38	EUR	1 200 000	908 696,38	0,35
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 2.0% 25-11-32	EUR	5 000 000	4 545 834,93	1,73
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 2.5% 25-05-43	EUR	2 500 000	2 209 947,43	0,84
TOTAL FRANCE			15 513 051,94	5,92
ITALIE				
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 0.0% 01-04-26	EUR	2 000 000	1 774 970,00	0,68
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 0.95% 01-03-37	EUR	1 250 000	777 111,43	0,30
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 0.95% 01-12-31	EUR	2 200 000	1 633 381,78	0,62
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 1.35% 01-04-30	EUR	1 000 000	821 456,26	0,31
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 1.75% 01-07-24	EUR	1 800 000	1 761 618,03	0,68
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 2.45% 01-09-33	EUR	700 000	572 433,59	0,21
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 3.25% 01-03-38	EUR	400 000	335 857,04	0,13
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 4.0% 30-04-35	EUR	1 250 000	1 163 016,07	0,44
TOTAL ITALIE			8 839 844,20	3,37
JAPON				
JAPA 20 YEAR 1.0% 20-12-35	JPY	300 000 000	2 169 174,38	0,83
JAPA 30 YEAR 0.3% 20-06-46	JPY	300 000 000	1 660 973,42	0,63
JAPAN10 YEAR ISSUE 0.1% 20-03-27	JPY	600 000 000	4 250 068,27	1,62
JAPAN10 YEAR ISSUE 0.1% 20-09-30	JPY	610 000 000	4 212 560,13	1,60
JAPAN10 YEAR ISSUE 0.1% 20-12-26	JPY	700 000 000	4 965 333,78	1,90

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
JAPAN10 YEAR ISSUE 0.1% 20-12-28	JPY	750 000 000	5 254 348,87	2,01
JAPAN 20 YEAR ISSUE 0.3% 20-12-39	JPY	330 000 000	2 034 738,45	0,77
JAPAN 30 YEAR ISSUE 0.4% 20-03-50	JPY	350 000 000	1 892 875,76	0,73
JAPAN 30 YEAR ISSUE 0.4% 20-09-49	JPY	350 000 000	1 882 748,50	0,72
JAPAN5 YEAR ISSUE 0.1% 20-06-23	JPY	700 000 000	4 980 374,18	1,90
JAPAN5 YEAR ISSUE 0.1% 20-12-23	JPY	400 000 000	2 847 079,82	1,09
JAPAN5 YEAR ISSUE 0.1% 20-12-24	JPY	700 000 000	4 982 837,57	1,90
JAPA YEAR ISS 0.3% 20-12-25	JPY	700 000 000	5 011 474,82	1,92
JAPON 1.4% 20/12/32	JPY	700 000 000	5 391 517,46	2,05
TOTAL JAPON			51 536 105,41	19,67
NORVEGE				
NORWEGIAN GOVERNMENT 2% 24/05/2023	NOK	14 200 000	1 361 605,17	0,52
TOTAL NORVEGE			1 361 605,17	0,52
NOUVELLE-ZELANDE				
NEW ZEALAND GOVERNMENT	NZD	1 700 000	1 026 471,69	0,39
TOTAL NOUVELLE-ZELANDE			1 026 471,69	0,39
PAYS-BAS				
NETHERLANDS GOVERNMENT 0.0% 15-07-30	EUR	1 200 000	972 102,00	0,37
TOTAL PAYS-BAS			972 102,00	0,37
ROYAUME-UNI				
ANGLETERRE 4.25% 06/32	GBP	1 000 000	1 183 076,13	0,45
UKT 1 3/4 09/07/37	GBP	2 000 000	1 712 944,82	0,65
UNITED KINGDOM GILT 0.125% 31-01-23	GBP	4 500 000	5 066 458,72	1,93
UNITED KINGDOM GILT 0.125% 31-01-24	GBP	2 000 000	2 173 816,41	0,83
UNITED KINGDOM GILT 0.625% 22-10-50	GBP	3 000 000	1 516 160,95	0,58
UNITED KINGDOM GILT 0.875% 31-01-46	GBP	2 300 000	1 386 009,67	0,53
UNITED KINGDOM GILT 1.25% 22-10-41	GBP	600 000	432 218,46	0,17
TOTAL ROYAUME-UNI			13 470 685,16	5,14
SUEDE				
KINGDOM OF SWEDEN 1.5% 13-11-23	SEK	5 100 000	454 247,65	0,17
TOTAL SUEDE			454 247,65	0,17
SUISSE				
SIKA AG 0.15% 05-06-25 CV	CHF	600 000	767 321,01	0,30
TOTAL SUISSE			767 321,01	0,30
TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			231 433 015,65	88,34
TOTAL Obligations et valeurs assimilées			231 433 015,65	88,34
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
FRANCE				
COVÉA SÉCURITÉ G	EUR	89 200	19 539 527,60	7,46
TOTAL FRANCE			19 539 527,60	7,46
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			19 539 527,60	7,46
TOTAL Organismes de placement collectif			19 539 527,60	7,46
Instrument financier à terme				
Engagements à terme fermes				
Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé				
FGBL BUND 10A 0323	EUR	25	-13 014,00	
TU CBOT UST 2 0323	USD	60	11 866,04	
US 10Y ULT 0323	USD	-25	25 636,37	0,01
TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé			24 488,41	0,01
TOTAL Engagements à terme fermes			24 488,41	0,01
TOTAL Instrument financier à terme			24 488,41	0,01
Appel de marge				
APPEL MARGE CACEIS	USD	-40 000,03	-37 502,37	-0,01
APPEL MARGE CACEIS	EUR	13 014	13 014,00	
TOTAL Appel de marge			-24 488,37	-0,01
Créances			206 009 659,73	78,64
Dettes			-205 679 135,36	-78,51
Comptes financiers			10 666 799,78	4,07
Actif net			261 969 867,44	100,00

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités **économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement n'établit pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales et sociales promues par le produit ont été atteintes.

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable?

☐ ☐ ☐ Oui

☐ Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif environnemental**: N/A

☐ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

☐ dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

☐ il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif social** : N/A

☐ ☒ Non

☐ Il **promouvait des caractéristiques environnementales et sociales (E/S)** et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une proportion minimale de N/A d'investissements durables

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

☐ ayant un objectif social

☒ Il promouvait des caractéristiques E/S, mais **ne réalisera pas d'investissements durables**


Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Ce produit utilise les indicateurs de durabilité suivants pour mesurer la manière dont ses caractéristiques environnementales ou sociales sont atteintes :

1. La part de producteurs de pétrole et gaz non-conventionnels (conformément à la définition, seuils et paliers précisés dans la politique d'exclusion de Covéa Finance) dans les investissements en direct du produit.

2. La part d'entreprises dont une partie de l'activité est liée au charbon (hors énergéticiens et conformément à la définition, seuils et paliers définis dans la politique d'exclusion de Covéa Finance) dans les investissements en direct du produit.

L'application de la politique d'exclusion de Covéa Finance a permis d'exclure de l'univers d'investissement de ce produit les producteurs de pétrole et gaz non-conventionnels qui ne répondaient pas aux critères définis dans cette politique. Elle a également permis d'exclure les entreprises dont une partie de l'activité est liée au charbon (hors énergéticiens) conformément à cette même politique.

Ces caractéristiques environnementales sont ainsi atteintes.

3. La note ESG moyenne du portefeuille de titres détenus en direct par le produit (par rapport à la note de l'univers de départ).

Ce produit suit une approche en "amélioration de note ESG" grâce à la méthodologie de notation actuellement en vigueur, permettant de noter l'ensemble des émetteurs présents en position et dans l'univers d'investissement du produit. Au 31/12/22, sa note ESG moyenne était supérieure à celle de son univers d'investissement. Cette caractéristique environnementale est ainsi atteinte.

4. La part des obligations ESG (ex. vertes, sociales, durables, Sustainability-Linked Bonds) dans les investissements directs en titres de créance du produit (stock).

En lien avec la philosophie d'investissement du produit qui souhaite également appuyer ses convictions ESG au travers d'investissements spécifiques, les obligations ESG (ex. vertes, sociales, durables, Sustainability-Linked Bonds) ont représenté 1% de ses investissements directs en titres de créance au 30/12/2022.

Cette caractéristique environnementale est ainsi atteinte.

5. La part d'Etats (et assimilés) ayant ratifié (ou équivalent) l'Accord de Paris dans les investissements directs du produit.

Au 31/12/22, l'intégralité des investissements souverains a été réalisée dans des titres de dette émis par des Etats ayant ratifié (ou assimilé) l'Accord de Paris.

6. L'intensité carbone par habitant moyenne des Etats (et assimilés) émetteurs de dette souveraine dans laquelle le produit est investi.

L'intensité carbone moyenne par habitant des Etats devient une information particulièrement suivie par les équipes de gestion afin de pouvoir identifier la dynamique des Etats année après année et la prendre en compte dans la surpondération de certains investissements souverains.

7. L'indice d'inégalité moyen entre les hommes et les femmes (Gender Inequality Index) des Etats (et assimilés) émetteurs de dette souveraine dans laquelle le produit est investi.

Au 31/12/22, les investissements souverains du produit étaient majoritairement effectués dans des titres de dette émis par des Etats classés au minimum au sein de la deuxième catégorie du Gender Inequality Index ("High human development").

8. Le nombre moyen de brevets déposés annuellement dans les Etats (et assimilés) émetteurs de dette souveraine dans laquelle le produit est investi.

Au 31/12/22, les investissements souverains du produit ont privilégié les Etats ayant déposé annuellement un nombre de brevets parmi les plus élevés du monde.

Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité?

Indicateurs de durabilité	30/12/2022
Part des entreprises exposées au pétrole et gaz non conventionnel	0,00%
Part des entreprises exposées au charbon (hors énergéticiens)	0,00%
Note moyenne ESG du portefeuille	0,671
Note moyenne ESG de l'univers	0,54
Part des obligations ESG (ex. vertes, sociales, durables, Sustainability-Linked Bonds) dans les investissements directs en titres de créance du produit (stock)	1,50%
Part d'Etats (et assimilés) ayant ratifié (ou équivalent) l'Accord de Paris dans les investissements directs du produit	100,00%
Intensité carbone par habitant moyenne des Etats (et assimilés) émetteurs de dette souveraine dans laquelle le produit est investi (tonnes CO2 / habitant)	9,985
Indice d'inégalité moyen entre les hommes et les femmes ("Gender Inequality Index" des Nations Unies) des Etats (et assimilés) émetteurs de dette souveraine dans laquelle le produit est investi	0,127
Nombre moyen de brevets déposés annuellement dans les Etats (et assimilés) émetteurs de dette souveraine dans laquelle le produit est investi	221 078

Sources : Covéa Finance, ISS, Urgewald, UNTC, UNDP, IEA, WIPO

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice

Les **principales incidences négatives** correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme, et aux sujets d'anti-corruption.

important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité?

Conformément aux informations présentes dans l'annexe précontractuelle du produit, celui n'a pas pris en compte les PAI au titre de l'exercice 2022.



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier?

La liste comprend les investissements constituant **la plus grande proportion d'investissements** du produit financier au cours de la période de référence, à savoir:

Nom de l'émetteur	Secteur	% actifs	Pays
V USD EUR 06/03/23_ICAT0001MAU0	Autres	16,00%	-
V USD EUR 08/02/23_ICAT0001LOSK	Autres	15,00%	-
V USD EUR 06/01/23_ICAT0001MFAI	Autres	14,00%	-
V JPY EUR 06/02/23_ICAT0001LQ21	Autres	8,00%	-
V JPY EUR 06/03/23_ICAT0001MAU1	Autres	8,00%	-
COVEA SECURITE G	Autres	7,00%	FRANCE
V JPY EUR 10/01/23_ICAT0001KX06	Autres	6,00%	-
T NOTE 1.5% 30/11/2024	Etat	5,00%	ETATS UNIS D'AMÉRIQUE
T NOTE 0.125% 15/02/2024	Etat	4,00%	ETATS UNIS D'AMÉRIQUE
T NOTE 2.875% 15/06/2025	Etat	3,00%	ETATS UNIS D'AMÉRIQUE
V GBP EUR 09/01/23_ICAT0001MC49	Autres	3,00%	-
T NOTE 1.875% 15/02/2032	Etat	3,00%	ETATS UNIS D'AMÉRIQUE
JPY YEN JPN	Autres	2,00%	-
T NOTE 2.875% 30/04/2029	Etat	2,00%	ETATS UNIS D'AMÉRIQUE
T NOTE 0.5% 30/06/2027	Etat	2,00%	ETATS UNIS D'AMÉRIQUE

Hors dérivés



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité?

Quelle était l'allocation des actifs?

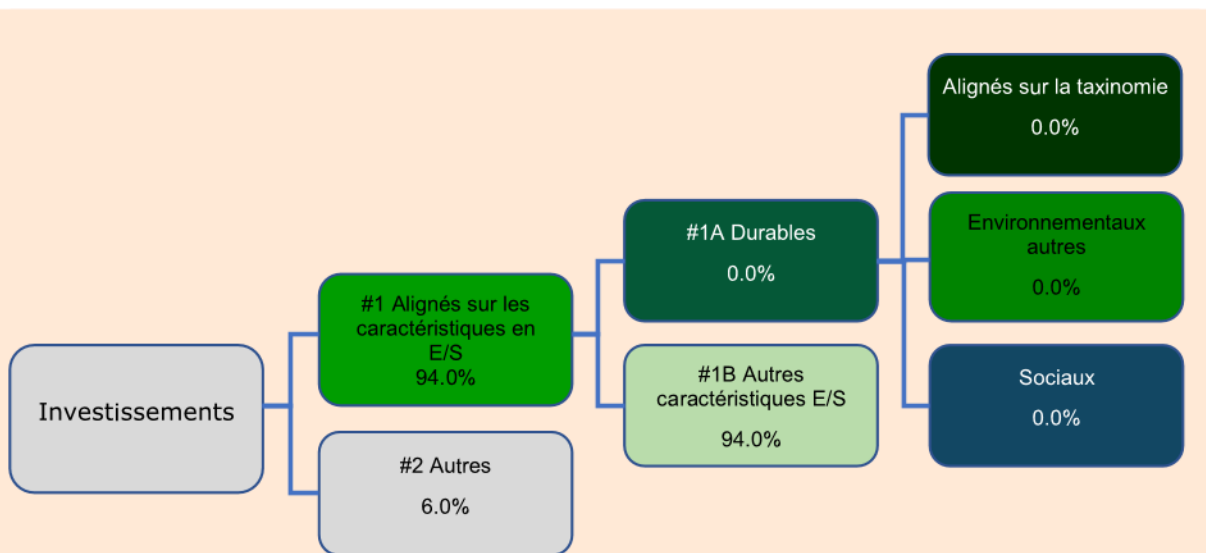
L'**allocation des actifs** décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage:

- **du chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements;

- **des dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple;

- **des dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.



La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

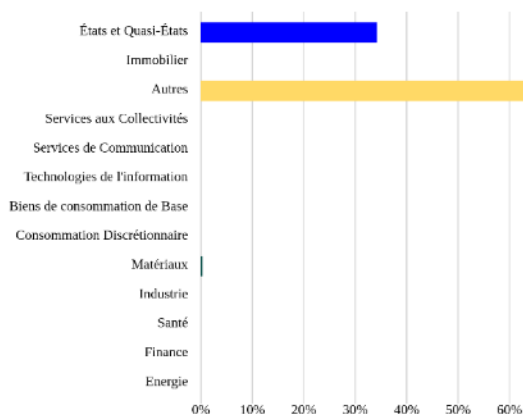
La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend:

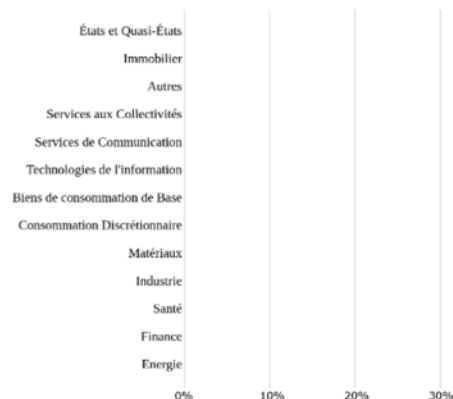
- la sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux;
- la sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés?

Exposition sectorielle – Répartition globale



Exposition sectorielle – Combustibles fossiles



Hors dérivés

Sources : Covéa Finance, ISS

Sous secteurs GICS 2	Répartition Globale	Combustibles fossiles
Energie	0,00%	0,00%
Matériaux	0,32%	0,00%
Biens d'équipement	0,00%	0,00%
Services Commerciaux et Professionnels	0,00%	0,00%

Transports	0,00%	0,00%
Automobiles et composants automobiles	0,00%	0,00%
Biens de Consommation Durables et Habillement	0,00%	0,00%
Services Consommateurs	0,00%	0,00%
Vente au détail	0,00%	0,00%
Vente au Détail de Produits Alimentaires et de Produits de Première Nécessité	0,00%	0,00%
Produits Alimentaires, Boissons et Tabac	0,00%	0,00%
Produits Domestiques et de Soin Personnel	0,00%	0,00%
Equipeement et Services de santé	0,00%	0,00%
Sciences Pharmaceutiques, Biotechnologiques et Biologiques	0,00%	0,00%
Banques	0,00%	0,00%
Services Financiers Diversifiés	0,00%	0,00%
Assurance	0,00%	0,00%
Logiciels et Services	0,00%	0,00%
Matériel et Equipement Liés Aux Technologies de l'Information	0,00%	0,00%
Semi-conducteurs et Equipement de Semi-conducteurs	0,00%	0,00%
Services de Télécommunication	0,00%	0,00%
Médias et Divertissements	0,00%	0,00%
Services aux Collectivités	0,00%	0,00%
Immobilier	0,00%	0,00%
Autres	65,50%	0,00%
États et Quasi-États	34,17%	0,00%

Hors dérivés

Sources : Covéa Finance, ISS

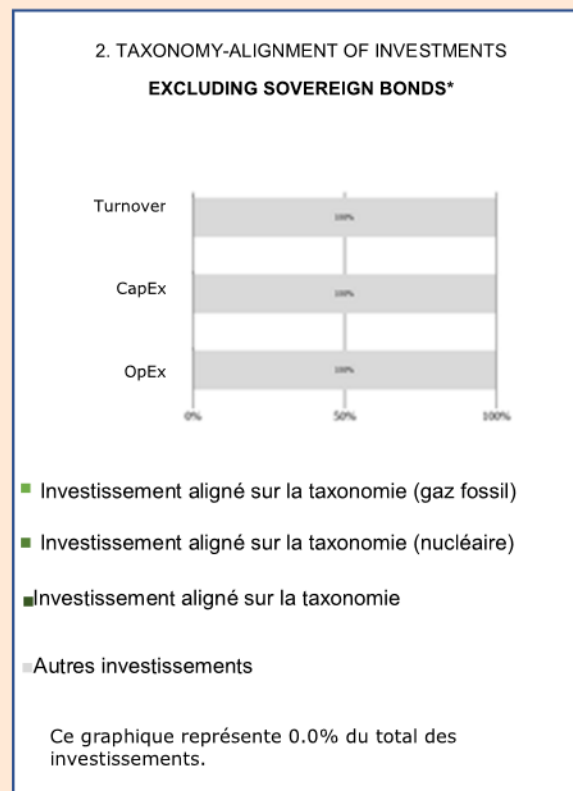
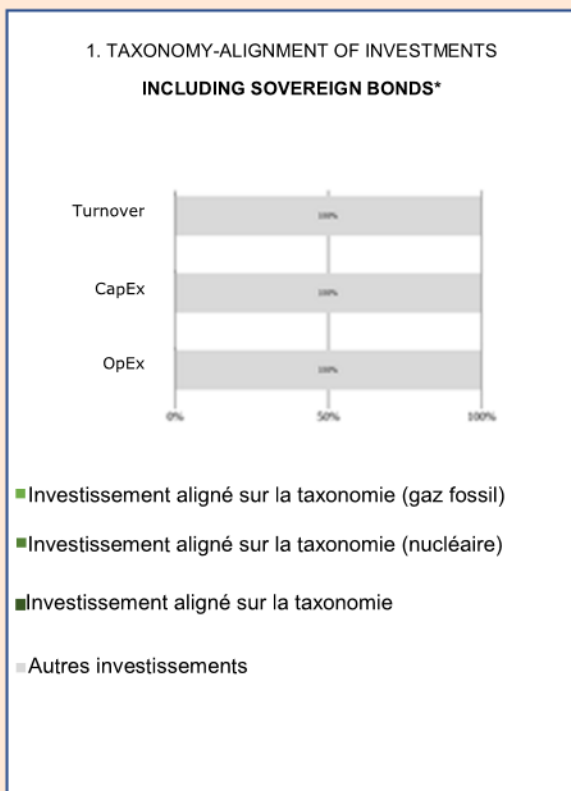


Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxonomie de l'UE?

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions bas-carbone et qui entre autres ont des niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondant à la meilleure performance.

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxonomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les «obligations souveraines» comprennent toutes les expositions souveraines

Covéa Finance ne calcule pas la part d'alignement à la Taxonomie pour 2022.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « autres », quelle était leur finalité et existait-il des garanties environnementales ou sociales minimales?

Les investissements inclus dans la catégorie « #2 Autres » ont été les suivants :

- les liquidités (détenues à titre accessoire pour répondre à l'objectif de gestion) ;
- les dépôts (peuvent être utilisés afin de rémunérer la trésorerie) ;
- les OPC (hors part des éventuels investissements en catégorie #1B de la SICAV monétaire Covéa Sécurité) ;
- les instruments dérivés ;
- les investissements qui n'ont pas fait l'objet d'une notation ESG.

Les instruments dérivés sont utilisés dans une logique de couverture, d'exposition ou d'arbitrage. Ces instruments font partie du processus d'investissement en raison de leur liquidité et de leur rapport coût/efficacité.

Il n'existe pas de garanties environnementales ou sociales minimales applicables à ces instruments. Cela étant, ils peuvent faire l'objet d'une appréciation ESG.



Quelles mesures ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Les mesures ci-dessous ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales :

1. L'application de la politique d'exclusion normative et sectorielle de la Société de gestion et en particulier l'exclusion des émetteurs privés liés aux énergies non-conventionnelles (ex. pétrole, gaz de schiste) ou au charbon (sauf producteurs d'énergie).

Covéa Finance dispose d'un processus opérationnel lui permettant de pouvoir gérer sa politique d'exclusion construite et revue annuellement avec les équipes Recherche, Gestion et Conformité applicable à l'ensemble des portefeuilles. Les listes d'exclusion sont rafraîchies chaque trimestre afin d'identifier les éventuels émetteurs à exclure au sein des portefeuilles. Une méthodologie spécifique permettant la sortie des émetteurs en position nouvellement soumis à exclusion a été définie et implémentée afin que l'ensemble des portefeuilles reflète la philosophie globale de Covéa Finance sur ces sujets.

2. La notation extra-financière (« notation ESG ») des émetteurs se base sur une notation interne réalisée par l'équipe de Recherche interne selon une approche *best in universe*, consistant à privilégier les émetteurs les mieux notés d'un point de vue extra-financier indépendamment de leur secteur d'activité.

L'ensemble des équipes de gestion bénéficient de la méthodologie de notation ESG mise en œuvre par Covéa Finance leur permettant de considérer les caractéristiques ESG de chacun des émetteurs.

3. La sélection d'obligations peut également porter sur celles avec des caractéristiques extra-financières telles que les obligations durables (« *Sustainability Bonds* ») et/ou des obligations sociales (« *Social Bonds* »).

L'équipe Recherche analyse les obligations ESG émises par les émetteurs (à l'émission et en cours de vie) afin de vérifier leurs caractéristiques extra-financières. Les résultats de ces analyses sont partagés avec les équipes de Gestion qui privilégient, dans la mesure du possible, les investissements dans ce type d'instruments.

4. Une préférence d'investissement peut être accordée aux Etats :

- ayant ratifié l'accord de Paris et en voie de réduction de leur intensité Carbone ;
- avancés en termes d'égalité de genres ;
- favorisant l'innovation dans leur économie.

L'équipe Recherche réalise annuellement une étude des Etats dans lesquels Covéa Finance est investi ou est susceptible d'investir suivant une méthodologie propriétaire. Cette analyse tient notamment compte de la ratification de l'Accord de Paris par ces Etats, de leur intensité carbone par habitant, de leur indice d'inégalité de genre et du nombre de brevets déposés dans l'année. Les résultats de cette étude sont partagés avec les équipes de gestion qui peuvent accorder une préférence d'investissement pour les Etats les plus avancés sur un ou plusieurs de ces quatre indicateurs.